

L'offensive économique du capitalisme sur la classe ouvrière se manifeste non seulement par le maintien des salaires à un niveau extrêmement bas, mais aussi par une accélération des cadences, une baisse des temps, etc... A ces mesures s'ajoute toute une série d'atteintes aux libertés et aux avantages antérieurement acquis (renvoi des délégués, atteinte au droit de grève, arbitrage obligatoire...)

Le capitalisme français ne peut toutefois envisager une sérieuse modification de sa situation économique indépendamment d'une profonde modification du régime politique comportant la liquidation de toutes les libertés ouvrières et démocratiques et l'instauration d'un pouvoir fort.

Mais, la marche de l'Etat fort qui constitue l'objectif essentiel de la grande bourgeoisie française s'est heurtée et continue de se heurter à la classe ouvrière, d'une part et à la structure politique établie au lendemain de la guerre.

Depuis 1947, le capitalisme français a constamment déplacé son axe politique vers la droite, en fonction des nécessités de la lutte des classes. Le tripartisme a fait place à des combinaisons dites de "3<sup>e</sup> force" (M.R.P.-socialistes-radicaux) dans lesquelles l'axe est passé, en général, de plus en plus à droite (Ramadier - Queuille - Bidault). Cette "3<sup>e</sup> force" - qui en 1948 n'avait aucune base sérieuse dans le pays, a commencé par combattre la classe ouvrière et le P.C., avec l'appui tacite des gaullistes. Elle a prétendu de ce fait éviter les risques sociaux d'une arrivée au pouvoir de De Gaulle. Elle a pu tenir, à la fois en raison de la politique stalinienne et de l'aide américaine. Aujourd'hui, le capitalisme français se pose pour tâche d'éliminer les socialistes du gouvernement, de créer une majorité gouvernementale de la droite traditionnelle et de renforcer les organisations gaullistes pour servir de contrepoids aux organisations ouvrières, en cherchant cependant à éviter que le gaullisme s'occupe d'une place trop importante dans le Parlement. La réalisation d'un tel plan entraîne notamment un discrédit systématique du régime parlementaire et un régime de crise gouvernementale larvée. Les socialistes sont encore utilisés au gouvernement avant tout pour les associer aux mesures anti-ouvrières les plus caractéristiques. Cette opération d'élimination des socialistes du gouvernement, peut s'opérer en plusieurs étapes. Le Capitalisme opère cependant avec prudence, non en raison de la force intrinsèque des stalinienS, mais en raison du danger que pourrait créer le fait que P.S. et P.C. se trouveraient tous deux dans l'opposition.

Le capitalisme hésite à recourir à une dissolution à bref délai, non par crainte du danger stalinien; il sait par l'expérience des élections sénatoriales et cantonales de 1949, qu'il peut avec un système de scrutin adéquat, réduire la représentation stalinienne, malgré le nombre des voix des candidats du P.C.; mais il ne sait pas dans quelle mesure il peut limiter la représentation gaulliste, et assurer la formation d'un ministère de droite ayant une majorité à l'exclusion des socialistes et des stalinienS sur la gauche et du R.P.F. sur la droite.

Le gaullisme, aujourd'hui, a perdu son élan de l'année 1948, mais il se réorganise et ses éléments de combat prennent le dessus sur les anciens éléments réactionnaires traditionnels. Il se prépare à capitaliser dans la petite bourgeoisie les conséquences de la gabegie de la IV<sup>e</sup> République et l'impuissance des vieux partis ouvriers, surtout avec la perspective d'une aggravation de la crise.